

L'hon. Elmer MacIntosh MacKay (ministre des Travaux publics et ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Depuis la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) en juin 1987, un total de 205 offres ont été acceptées dans le cadre du Programme Entreprise Atlantique (PEA). La répartition des offres par province et par exercice financier s'établit comme suit:

PROVINCE	PEA OFFRES ACCEPTÉES		
	1987 / 1988	1988 / 1989	1989 / 1990
Terre-Neuve	44	11	2
Île-du-Prince-Édouard	14	0	0
Nouvelle-Écosse *	54	5	0
Nouveau-Brunswick	70	5	0
TOTAL :	182	21	2

* inclut le Cap-Breton
Veuillez voir la réponse à la question no. 183 répondue aujourd'hui pour ce qui est des détails additionnels tels que demandés.

L'AIDE DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACTION DE LAPECA

Question n° 185—M. MacDonald (Dartmouth):

Le gouvernement fournit-il une aide dans le cadre du Programme Action de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et, dans l'affirmative, par province et par exercice financier, a) combien de projets ont été approuvés b) quel est (i) le nom de la personne ou de l'organisation en cause (ii) le lieu où elle se trouve, c) quel était le coût du projet d) quels emplois ont été (i) créés (ii) maintenus, e) à combien s'élevait l'aide approuvée, f) quel était le but de l'aide accordée?

L'hon. Elmer MacIntosh MacKay (ministre des Travaux publics et ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique): Depuis la création du Programme action en février 1988, un total de 6 887 applications ont été approuvées dont 6 417 demeurent actives. Par ailleurs, un total de 6 028 offres ont été acceptées, jusqu'à date, dans le cadre du Programme action. La répartition des offres par province et par exercice financier s'établit comme suit:

PROVINCE	PROGRAMME ACTION OFFRES ACCEPTÉES		
	1987 / 1988	1988 / 1989	1989 / 1990
Siège social	0	23	6
Terre-Neuve	2	840	357
Île-du-Prince-Édouard	8	539	211
Nouvelle-Écosse *	10	1,350	554
Nouveau-Brunswick	3	1,635	490
TOTAL :	23	4,387	1,618

* inclut le Cap-Breton
Veuillez voir la réponse à la question no. 183 répondue aujourd'hui pour ce qui est des détails additionnels tels que demandés.

Initiatives ministérielles

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale): Si la question n° 183 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement. Je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

[Texte]

L'AIDE DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET RÉGIONAL (PDIR)

Question n° 183—M. MacDonald (Dartmouth):

Le gouvernement fournit-il une aide à des personnes et à des organisations dans le cadre du Programme de développement industriel et régional (PDIR) et, dans l'affirmative, par province, et par exercice financier, a) combien d'offres ont été acceptées b) quels sont les noms des entreprises en cause c) quelle aide a été accordée d) combien d'emplois ont été créés e) quel était le but de l'aide accordée?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. le vice-président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LA LOI SUR LES CONVENTIONS DE GENÈVE

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Clark (Yellowhead) que le projet de loi C-25, Loi modifiant la Loi sur les Conventions de Genève, la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les marques de commerce, soit lu pour la troisième fois et adopté.

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, je tiens à dire quelques mots au sujet du projet de loi C-25, qui en est maintenant à l'étape de la troisième lecture, et à exposer quelques points de vue et opinions sur toute cette affaire des Protocoles de Genève. En 1977, à Genève, deux protocoles ont été mis au point pour faire suite aux Conventions de Genève de 1949. Le projet de loi